



POLITIQUE D'ENGAGEMENT ACTIONARIAL ET POLITIQUE DE VOTE

ARTICLE L 533-22 CMF

JUIN 2020

A	POLITIQUE D'ENGAGEMENT ACTIONARIAL	p. 3
1	Notre philosophie d'investisseur responsable — La doctrine — Nos valeurs — Notre conviction	p. 3
2	L'engagement au cœur de notre démarche d'investisseur responsable — Le dialogue avec les entreprises — L'engagement investisseur — Les visites de site	p. 4
3	Notre processus d'engagement — L'identification des cibles d'engagement — La mise en place de la démarche d'engagement — L'intégration à notre modèle d'analyse ESG et aux décisions d'investissement	p. 5
4	Notre exigence de transparence — La définition d'objectifs d'engagement — Le reporting sur nos activités d'engagement	p. 7
B	POLITIQUE DE VOTE	p. 8
5	Condition d'exercice des droits de vote — Périmètre de vote — Calendrier des Assemblées Générales — Instructions de vote — Analyse des résolutions et des responsabilités des votes	p. 8

6	Composition et fonctionnement du Conseil	p. 10
	<ul style="list-style-type: none">— Structure de gouvernance— Composition du Conseil— Nomination et renouvellement des administrateurs— Politique de diversité du Conseil— Censeurs— Comités rapportant au Conseil— Rémunération des administrateurs et jetons de présence	
7	Rémunération des dirigeants	p. 14
	<ul style="list-style-type: none">— Principes et transparence— Alignement avec la performance— Indemnités de départ— Actionnariat dirigeant	
8	Approbation des comptes et de la gestion	p. 16
	<ul style="list-style-type: none">— Approbations des comptes— Conventions réglementées— Nomination et rémunération des commissaires aux comptes	
9	Affectation du résultat et opérations sur capital	p. 17
	<ul style="list-style-type: none">— Affectation du résultat— Opération sur capital— Opération sur capital en période d'OPA— Obligations convertibles— Fusions/ Acquisitions	
10	Responsabilité d'Entreprise	p. 18
	<ul style="list-style-type: none">— Droits des actionnaires et transparence de l'information— Intégration des enjeux environnementaux et sociaux	
C	POLITIQUE DE GESTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS	p. 19

1

NOTRE PHILOSOPHIE D'INVESTISSEUR RESPONSABLE

La doctrine

«L'investissement socialement responsable (ISR) est un concept pluriel et en constante évolution»⁽¹⁾, qui se situe à la confluence d'exigences économiques et sociétales. Marqué par un tournant majeur dans les années 90, l'ISR alors principalement fondé sur des considérations éthiques s'est élargi vers le concept de développement durable. C'est ainsi que les critères extra-financiers, ESG (Environnement, Social et Gouvernance) ont été progressivement intégrés dans les gestions financières, embrassés par un cadre informel devenu aujourd'hui légal.

Nos valeurs

DNCA Finance est une société de gestion créée en 2000 par des spécialistes d'une approche patrimoniale de la gestion d'actifs pour le compte d'investisseurs privés et institutionnels. Au fil des années, les fondateurs ont rassemblé une équipe de gérants expérimentés et reconnus pour développer une gamme de fonds simple, lisible et performante centrée autour d'une gestion de conviction.

Nos choix d'investissement sont le résultat d'une analyse fondamentale approfondie des entreprises.

Avant d'investir, nous étudions une valeur dans sa globalité de manière à sélectionner les obligations et les actions offrant le meilleur potentiel de performance en fonction du risque pris.

Naturellement, nos analyses et le dialogue continu que nous entretenons avec les entreprises, sont empreints d'enjeux sociétaux. Nos investissements sont résolument tournés vers une performance de long terme qui intègre l'ensemble des risques et des enjeux auxquels font face les entreprises. C'est ainsi que la gouvernance a toujours été un critère décisif alors qu'il est impensable aujourd'hui d'investir dans une entreprise sans s'assurer de la qualité de ses dirigeants, de l'indépendance de ses organes de contrôle ou encore du respect de ses actionnaires minoritaires. Progressivement, l'intégration d'enjeux sociaux et environnementaux s'est imposée dans nos démarches, convaincus de leur pertinence pour poursuivre notre métier : sélectionner les gagnants de demain. Complémentaires à l'analyse financière et créateurs de valeur, les critères ESG ont été intégrés logiquement à la gestion DNCA.

Notre conviction

En 2017, DNCA Finance a signé les Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies (UNPRI) pour apporter un cadre structurant à notre démarche et participer aux débats de place en tant qu'investisseur actif de long terme. Cette étape assoit notre conviction de gérants responsables à la fois envers nos clients investisseurs mais également vis-à-vis des entreprises que nous finançons.

Notre ambition est d'offrir une démarche différenciante et innovante qui évolue au rythme des nouveaux enjeux à intégrer. À ce titre, notre politique d'Investisseur Responsable distingue deux concepts : la Responsabilité d'Entreprise (RSE) et la Transition Économique Durable. L'évaluation de ces deux dimensions s'appuie sur une analyse approfondie des tendances économiques et sociales mais également d'une expertise reconnue dans le domaine de l'ISR. La suite du document présente en détail l'émergence de ces deux concepts et notre démarche pour y répondre dans le cadre d'une gestion ISR.

Notre politique d'Investisseur Responsable est disponible sur notre site Internet.

(1) ISR : Investissement Responsable, Hors Collection, Ellipse 2014.

2 L'ENGAGEMENT AU CŒUR DE NOTRE DÉMARCHE D'INVESTISSEUR RESPONSABLE

En tant qu'investisseur responsable, nous attachons la plus grande importance à maintenir un dialogue constant avec les entreprises dans lesquelles nous investissons. Qu'il s'agisse d'apporter un éclairage additionnel à notre analyse ou d'encourager les sociétés que nous finançons à adopter de meilleures pratiques, nous considérons l'engagement actionnarial comme un pilier fondamental de notre démarche d'investisseur responsable et de notre responsabilité fiduciaire.

Nous distinguons deux façons d'interagir avec les sociétés : le dialogue avec les entreprises et l'engagement actionnarial (ou investisseur). Nous complétons ces interactions par des visites de site régulières.

Le dialogue avec les entreprises

En tant que gérants de conviction, nous considérons qu'il est fondamental de rencontrer très régulièrement les entreprises dans lesquelles nous investissons ou dans lesquelles nous envisageons d'investir. C'est le cas pour l'analyse financière comme ESG. Ces réunions nous donnent notamment l'opportunité de questionner le management sur sa stratégie et dans quelle mesure sa mise en œuvre intègre les intérêts de toutes les parties prenantes. Ces discussions nous fournissent généralement une image bien plus pertinente du degré d'intégration réel des enjeux ESG et de la culture d'entreprise que la simple lecture des documents publiés par les sociétés. Les informations obtenues durant ces rencontres apportent une contribution significative à la qualité et à la réactivité de notre recherche ESG.

L'engagement investisseur⁽²⁾

Fondée sur la conviction que l'amélioration des pratiques des entreprises dans lesquelles nous investissons contribue à protéger la valeur des investissements de nos clients, nous avons mis en place une démarche formalisée d'engagement visant à influencer une meilleure prise en compte des enjeux ESG par les entreprises. De manière plus générale, nous avons la conviction qu'il relève de notre responsabilité fiduciaire, non seulement de sélectionner les meilleurs investissements, mais aussi d'encourager de meilleures pratiques et une meilleure transparence au niveau des entreprises, et plus généralement sur les marchés.

Nous distinguons 2 types d'engagement :

- ⦿ L'engagement réactif, suite à une controverse ou un incident particulier ;
- ⦿ L'engagement proactif, afin d'encourager les entreprises à développer une meilleure transparence et une meilleure gestion de leurs enjeux ESG.

Ces deux cas font l'objet d'un processus d'engagement formalisé détaillé dans la section suivante.

Enfin, nous pensons que certains sujets globaux et systémiques, ou encore l'engagement avec des entreprises globales dans lesquelles notre pouvoir d'influence est limité, nécessitent une action coordonnée et/ou collaborative afin d'aboutir aux meilleurs résultats. Nous avons ainsi rejoint plusieurs initiatives collaboratives de place, menées notamment par les PRI, afin de promouvoir de meilleures pratiques sur des sujets systémiques ou transverses.

Concernant les engagements collaboratifs et la collaboration avec d'autres investisseurs, nous nous réservons d'y participer après une analyse au cas par cas de la situation et de la thématique d'engagement retenue.

Les visites de site

Au dialogue institutionnalisé avec le management des entreprises, nous pensons qu'il est indispensable d'ajouter un volet plus opérationnel, qui nous permette d'approfondir notre connaissance des activités et des pratiques des sociétés dans lesquelles nous investissons. Ainsi, nous participons régulièrement à des visites de site, qui sont l'occasion d'échanger avec les opérationnels sur le terrain et d'apporter un éclairage plus fin sur la manière dont l'entreprise gère ses enjeux ESG.

(2) Notre démarche d'engagement s'applique également aux entreprises dans lesquelles nous détenons de la dette.

3

NOTRE PROCESSUS D'ENGAGEMENT

Nous avons formalisé notre processus d'engagement autour de 3 étapes :

- ④ L'identification des cibles d'engagement ;
- ④ La mise en place de la démarche d'engagement ;
- ④ L'intégration à notre modèle d'analyse ESG aux décisions d'investissement.

L'identification des cibles d'engagement

En fonction du type d'engagement, s'il est réactif ou proactif, l'identification des cibles d'engagement se déroule différemment.

_ ENGAGEMENT RÉACTIF

Notre suivi quotidien du *newsflow* des entreprises que nous couvrons, ainsi que notre analyse fine des controverses auxquelles elles font face, nous permettent d'identifier les sociétés avec lesquelles nous souhaitons conduire un engagement réactif. Ainsi, nous sollicitons de manière systématique une rencontre avec les entreprises qui font face à des controverses jugées « sévères », c'est-à-dire identifiées comme de niveau 3 dans notre outil interne d'analyse.

_ ENGAGEMENT PROACTIF

L'identification des sociétés cibles pour un engagement proactif tient compte de plusieurs facteurs :

- Notre poids au capital de la société, qui détermine en partie notre pouvoir d'influence ;
- Le poids que notre investissement dans la société représente pour DNCA Finance, qui détermine notre niveau d'exposition aux risques ;
- La présence de cette société dans nos fonds ISR, qui justifie une attention accrue sur les risques ESG ;
- La note « Responsabilité » de la société, qui peut nous alerter sur une gestion insuffisante des risques ESG.

Ainsi, nous sélectionnons tous les ans une liste d'au moins 10 sociétés avec lesquelles nous souhaitons entamer ou poursuivre une démarche d'engagement. La priorité dans la sélection est donnée aux situations suivantes :

- Nous représentons plus de 5% du capital de la société ;
- Notre investissement dans la société représente plus de 1% de nos investissements totaux ;
- La société est présente dans nos fonds ISR et a une note de « Responsabilité » inférieure à 5/10 et/ou a une note sur l'une des 4 dimensions de l'analyse « Responsabilité » (actionariale, environnementale, sociale, sociétale) inférieure à 3/10 (si cette dimension est jugée matérielle).

La mise en place de la démarche d'engagement

La mise en place de la démarche d'engagement est similaire pour les engagements réactifs et proactifs.

Une fois l'entreprise identifiée dans notre liste cible, un plan d'engagement est mis en place par l'équipe de recherche ESG. Ce plan comporte notamment :

- Les objectifs d'engagement, qui se doivent d'être clairs, précis et mesurables ;
- Les indicateurs de suivi de l'avancement et du succès de l'engagement, qui doivent comporter un volet qualitatif et quantitatif ;
- Les interlocuteurs ciblés pour cette démarche (top management, IR, responsable RH, responsable santé sécurité, responsable environnement...);
- La durée estimée de la démarche d'engagement (après laquelle des procédures d'escalade peuvent être déclenchées).

Les discussions avec l'entreprise sont ensuite organisées en fonction de ce plan d'engagement.

L'avancement de la démarche d'engagement est caractérisé en fonction de son statut (en cours/clos) et en fonction de son évolution (positive/négative). Les résultats des discussions d'engagement sont systématiquement communiqués aux gérants concernés et font l'objet d'un reporting dédié auprès des clients, à la fois dans notre newsletter trimestrielle et dans notre rapport d'engagement annuel.

Des procédures d'escalade peuvent être déclenchées, dans le cas où l'entreprise ciblée refuserait de répondre ou ne mettrait pas en place les moyens appropriés pour adresser les problèmes ou faiblesses identifiés. Ces procédures d'escalade sont déterminées au cas par cas, en collaboration avec les équipes de gestion.

L'intégration à notre modèle d'analyse ESG aux décisions d'investissement

_ INTÉGRATION À NOTRE ANALYSE ESG

Le dialogue avec les entreprises dans lesquelles nous investissons est une source inestimable de valeur ajoutée dans nos analyses, qu'elles soient financières ou spécifiquement ESG. À ce titre, nous enregistrons systématiquement toutes les actions de dialogue et d'engagement dans notre outil propriétaire ABA, afin d'ajuster, le cas échéant, les notations « Responsabilité » ou « Transition » de l'entreprise, et dans le but de garder une trace de nos échanges réguliers avec le management des entreprises investies.

_ INTÉGRATION À NOS DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT

Les résultats des actions d'engagement sont intégrés à notre analyse ESG via notre outil propriétaire ABA et peuvent notamment impacter la note « Responsabilité » de l'entreprise. Cette note, disponible à tous les gérants, donne une indication sur le niveau de risques ESG de l'entreprise et a une incidence directe sur l'inclusion ou non dans l'univers éligibles des fonds ISR.

Les résultats d'engagements sont communiqués de manière systématique aux équipes de gestion via ABA et de manière directe par email auprès des gérants concernés. Les gérants sont systématiquement invités à participer aux réunions d'engagement avec les entreprises qu'ils détiennent en portefeuille.

_ INTÉGRATION AVEC NOTRE POLITIQUE DE VOTE

En tant qu'investisseur actif et de conviction, nous attachons la plus grande importance à l'exercice effectif de nos droits de vote afin d'assurer que l'entreprise est gérée dans le meilleur intérêt de nos clients investisseurs. À ce titre, nous dialoguons très régulièrement avec les entreprises dans lesquelles nous sommes actionnaires avant la tenue de l'Assemblée Générale, afin de discuter des résolutions et d'expliquer le cas échéant nos décisions de vote au management. Enfin, nous attachons une importance spéciale au dialogue actionnarial portant sur les résolutions environnementales et sociales, qui sont l'occasion de rappeler au management notre engagement et nos attentes sur ces sujets.

4 NOTRE EXIGENCE DE TRANSPARENCE

La définition d'objectifs d'engagement

Nos activités d'engagement contribuent significativement à la qualité et à l'intégration de notre démarche ESG. À ce titre, nous nous sommes fixés des objectifs ambitieux quant à nos interactions avec les entreprises dans lesquelles nous investissons.

- ④ Chaque année, nous nous engageons à tenir au moins 500 réunions avec les entreprises (dialogue ou engagement) sur des enjeux spécifiquement ESG ;
- ④ Toutes les entreprises présentes dans nos fonds ISR devront faire l'objet d'au moins une réunion par an (dialogue ou engagement) ;
- ④ Toutes les entreprises en portefeuille faisant l'objet d'une controverse jugée sévère dans notre outil d'analyse propriétaire, devront faire l'objet d'une démarche d'engagement.

Le reporting sur nos activités d'engagement

L'engagement faisant partie intégrante de notre démarche d'investisseur responsable, nous souhaitons faire preuve de la plus grande transparence possible sur nos actions de dialogue et d'engagement actionnarial.

Ainsi, un point sur les principales actions d'engagement menées sera fait dans notre newsletter ISR publiée de manière trimestrielle. Un rapport annuel sur les activités d'engagement et sur l'exercice des droits de vote est publié chaque année. Il permet à nos clients et parties prenantes de mesurer nos actions d'influence sur les entreprises que nous finançons.

5

CONDITIONS D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Périmètre de vote

DNCA exerce les droits de vote attachés aux titres détenus en portefeuille dont DNCA assure la gestion de manière directe ou par délégation et pour lesquels elle est responsable de leur exercice, dans les conditions suivantes :

- ④ Vote obligatoire si les encours cumulés des OPC gérés représentent à la date de l'Assemblée Générale en cas de présence physique ou à la date butoir de l'envoi des bulletins de votes en cas de vote par correspondance :
 - 1% ou plus du capital de la société concernée ou ;
 - 0,2% de la totalité des encours des OPC gérés.

Les critères énoncés ci-dessus sont alternatifs et non cumulatifs.

- ④ Objectif de vote systématique pour l'ensemble des titres détenus en portefeuille par tout OPC géré bénéficiant du Label ISR « OPC ISR ».

Par principe, DNCA met tout en œuvre pour voter à l'ensemble des Assemblées Générales relatives aux titres détenus en portefeuille par tout OPC ISR, étant entendu que, par exception, DNCA peut ne pas voter pour un nombre de ces Assemblées Générales aussi limité que possible.

La proportion d'Assemblées Générales auxquelles DNCA vote au cours de l'année pour tout OPC ISR fait l'objet d'une information spécifique dans le « Rapport sur l'exercice des droits de vote » de l'année considérée.

- ④ Vote spécifique en dehors des règles précédentes à la demande des équipes de gestion ;
- ④ DNCA vote aux Assemblées Générales nécessitant de bloquer les titres concernés pendant la période séparant l'enregistrement des titres et le vote.

Calendrier des Assemblées Générales

Le calendrier des Assemblées Générales auxquelles DNCA doit participer au vu des critères énoncés ci-avant est établi en janvier de chaque année par le département juridique.

Le calendrier reprend l'ensemble des valeurs détenues en portefeuille (tous OPC gérés par DNCA, pour lesquels cette dernière est responsable de l'exercice des droits de vote, confondus) pour lesquelles les critères relatifs au périmètre de vote sont remplis.

Le calendrier est adressé à l'ensemble des équipes de gestion dès son établissement. Il est ensuite mis à jour de manière régulière et a minima deux fois par mois. Si les mises à jour effectuées ont pour conséquence l'entrée et/ou la sortie de valeurs en comparaison au premier calendrier établi, alors, le département juridique le circularise à nouveau à l'ensemble des équipes de gestion. Le calendrier peut également être transmis à tout moment à tout gérant qui en ferait la demande.

Instructions de vote

En France, les instructions de vote sont transmises par correspondance ou éventuellement par présence physique aux Assemblées Générales. Pour l'exécution des votes à l'étranger, Broadridge (ProxyEdge) est le prestataire retenu pour voter en ligne.

Par ailleurs, DNCA revendique habituellement un rôle de scrutateur dès lors que sa participation le lui permet.

Analyse des résolutions et des responsabilités des votes

L'équipe de gestion analyse les résolutions présentées et prend ses décisions de vote en conformité avec la politique de vote de DNCA. Toutefois, si sur la base d'une analyse des éléments propres à une résolution spécifique donnée, l'équipe de gestion estime qu'il est dans l'intérêt des porteurs ou actionnaires des fonds de DNCA de déroger, à titre exceptionnel, à un principe de la politique de vote, alors DNCA pourra voter en ce sens.

L'analyse interne peut s'appuyer sur les avis AFG « Alertes AG SBF 120 ». En effet, dans le cadre de son programme de veille sur les résolutions des Assemblées Générales, l'AFG publie les résolutions considérées comme contraires au code de gouvernance d'entreprise. Ces recommandations n'ont pas de caractère contraignant sur la politique de vote de l'équipe de gestion.

DNCA recourt également à la base de données OFG, société de recherche indépendante, centrée sur le marché français, et spécialisée dans l'analyse et l'organisation de la gouvernance des sociétés cotées.

Enfin, des réunions préparatoires aux Assemblées Générales peuvent être organisées avec les émetteurs. Ces réunions permettent aux équipes de gestion de DNCA d'échanger avec les sociétés sur leurs projets de résolutions afin d'en évaluer la pertinence, tout en faisant valoir le point de vue de DNCA.

6

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

Structure de gouvernance

DNCA n'a pas de préférence entre une structure moniste (Conseil d'administration) ou duale (Directoire et Conseil de surveillance) dès lors que les structures de gouvernance agissent dans l'intérêt de l'ensemble des actionnaires.

Dans le cadre d'une organisation en Conseil d'administration, DNCA privilégie une séparation des fonctions de Président et Directeur Général. Cependant des situations spécifiques peuvent justifier le cumul des fonctions, auquel cas des mesures appropriées de contrôle et d'équilibre des pouvoirs devront être mises en place (présence d'un administrateur référent indépendant, renforcement des exigences d'indépendance du Conseil).

Composition du Conseil

Le Conseil d'administration exerce les missions dévolues par la loi et agit en toute circonstance dans l'intérêt social de l'entreprise. Il s'attache à promouvoir la création de valeur par l'entreprise à long terme en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de ses activités. Il propose, le cas échéant, toute évolution statutaire qu'il estime opportune.

DNCA attache une importance particulière à la qualité du Conseil et à la cohérence de sa composition avec la stratégie de l'entreprise. En particulier, son analyse repose sur les éléments suivants :

- Une taille du Conseil constituée de 5 à 15 membres est appropriée ;
- Les compétences professionnelles, les complémentarités des profils et la diversité (nationalité, mixité, âge) des administrateurs du Conseil sont des critères de sélection essentiels ;
- La composition doit refléter l'actionnariat de la société, autant que possible ;
- La proportion de femmes doit être de 40% minimum ;
- L'indépendance du Conseil doit être respectée dans une proportion de 33% minimum si la société est contrôlée et de 50% minimum si la société est non contrôlée ;
- La durée d'un mandat d'administrateur doit être limitée à 4 ans, renouvelable 2 fois.

DNCA analyse l'indépendance des administrateurs selon les critères préconisés dans le code AFP-MEDEF.

Les administrateurs ou les membres du Conseil de surveillance doivent être libres d'intérêts. Ces mandataires sociaux ne doivent donc pas être en situation de potentiel conflit d'intérêt comme par exemple être d'anciens dirigeants ou employés, dirigeants ou employés actuels, dirigeants ou employés de partenaires (financiers, commerciaux, conseils...). Le tableau ci-après reprend les critères d'indépendance de l'AFEP-MEDEF.

– INDÉPENDANCE DES ADMINISTRATEURS SELON LE CODE AFEP-MEDEF

<p>Critère 1 Salarié mandataire social au cours des 5 années précédentes</p>	<p>Ne pas être ou ne pas avoir été au cours des 5 années précédentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Salarié ou dirigeant mandataire exécutif ; - Salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur d'une société que la société consolide ; - Salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur de la société mère de la société ou d'une société consolidée par cette société mère.
<p>Critère 2 Mandats croisés</p>	<p>Ne pas être dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire exécutif social de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de 5 ans) détient un mandat d'administrateur.</p>
<p>Critère 3 Relations d'affaires significatives</p>	<p>Ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement, conseil significatif de la société ou de son groupe, ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité.</p> <p>L'appréciation du caractère significatif ou non de la relation entretenue avec la société ou son groupe est débattue par le Conseil et les critères quantitatifs ayant conduit à cette appréciation (continuité, dépendance économique, exclusivité, etc.) explicités dans le rapport annuel.</p>
<p>Critère 4 Liens familiaux</p>	<p>Ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social.</p>
<p>Critère 5 Commissaire aux comptes</p>	<p>Ne pas avoir été commissaire aux comptes de la société au cours des 5 dernières années.</p>
<p>Critère 6 Durée de mandat supérieure à 12 ans</p>	<p>Ne pas être administrateur de la société depuis plus de 12 ans.</p> <p>La perte de la qualité d'administrateur indépendant intervient à la date d'anniversaire des 12 ans.</p>
<p>Critère 7 Statut du dirigeant mandataire social non-exécutif</p>	<p>Un dirigeant mandataire social non exécutif ne peut être considéré comme indépendant s'il perçoit une rémunération variable en numéraire ou des titres ou toute rémunération liée à la performance de la société ou du groupe.</p>
<p>Critère 8 Statut de l'actionnaire important</p>	<p>Des administrateurs représentant des actionnaires importants de la société ou sa société mère peuvent être considérés comme indépendants dès lors que ces actionnaires ne participent pas au contrôle de la société.</p> <p>Toutefois, au-delà d'un seuil de 10% en capital et en droits de vote, le Conseil, sur rapport du comité des Nominations, s'interroge systématiquement sur la qualification d'indépendant en tenant compte de la composition du capital de la société et de l'existence d'un conflit d'intérêts potentiel.</p>

Nomination et renouvellement des administrateurs

Le bon fonctionnement d'un Conseil repose sur l'intégrité, la disponibilité, les compétences et l'implication de ses administrateurs. Ainsi, DNCA vote de façon négative dans les situations suivantes :

- Un candidat cumule plus de 12 ans de présence au sein du Conseil ;
- Un candidat cumule plus de 5 mandats exécutifs et non exécutifs dans des sociétés cotées (hors filiales) ;
- Un candidat est proposé sur la base de considérations manifestement étrangères au seul intérêt de la société ;
- Un candidat, par son comportement passé, n'a pas toujours respecté les intérêts des actionnaires minoritaires ;
- Dans le cadre d'une opération de restructuration financière, les candidats proposés ou renouvelés ne semblent pas présenter les compétences nécessaires avec la nouvelle stratégie envisagée ;
- Dans le cadre d'un renouvellement de mandat, un candidat qui présenterait un taux de présence trop faible aux réunions du Conseil.

Politique de diversité du Conseil

Chaque Conseil doit s'interroger sur l'équilibre souhaitable de sa composition et de celle des comités qu'il constitue en son sein, notamment en termes de diversité (représentation des femmes et des hommes, nationalités, âge, qualifications et expériences professionnelles...). Il doit rendre publiques dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise une description de la politique de diversité appliquée aux membres du Conseil d'administration ainsi qu'une description des objectifs de cette politique, de ses modalités de mise en œuvre et des résultats obtenus au cours de l'exercice écoulé.

DNCA encourage la diversité des membres du Conseil pour favoriser un fonctionnement optimal et un équilibre des pouvoirs.

En particulier, s'agissant de la représentation des femmes, DNCA favorise l'alignement avec la législation européenne qui préconise un seuil minimum de 40%.

Par ailleurs, DNCA valorise la représentation de salariés et des salariés actionnaires au Conseil.

Enfin, dans le prolongement de sa politique d'investisseur responsable, DNCA encourage la présence d'au moins un administrateur, de préférence indépendant, dont les qualifications permettent de débattre des enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux de l'entreprise.

Censeurs

DNCA privilégie la nomination d'administrateur votant au sein d'un Conseil. Ainsi, nous sommes défavorables à la nomination de censeur sauf dans un contexte spécifique qui le justifie.

Comités rapportant au Conseil

La formation de comités émanant du Conseil est indispensable à la bonne préparation des réunions. Le nombre et la structure des comités dépendent de chaque Conseil.

Cependant, outre les missions dévolues par la loi au comité d'audit, il est recommandé que la rémunération, ainsi que les nominations des administrateurs et des dirigeants mandataires sociaux, fassent l'objet d'un travail préparatoire réalisé par un comité émanant du Conseil. Comme pour le Conseil, nous accordons une importance particulière à la composition de ces comités et notamment à leur indépendance.

Par ailleurs, dans le prolongement de la politique d'investisseur responsable de DNCA, cette dernière encourage la création d'un comité dédié aux enjeux de la Responsabilité d'Entreprise.

Rémunération des administrateurs et jetons de présence

Le comité des Rémunérations a la charge d'étudier et de proposer une recommandation sur l'enveloppe et les modalités de répartition des jetons de présence alloués aux administrateurs. Le montant global voté en Assemblée Générale, est arrêté par le Conseil. Il doit tenir compte de la participation effective des administrateurs au Conseil et dans les comités, et comporte donc une part variable prépondérante. Par ailleurs, il doit être cohérent au regard de la taille de l'entreprise et de son secteur d'activité.

La participation des administrateurs à des comités spécialisés peut donner lieu à l'attribution d'un montant supplémentaire de jetons de présence. De même, l'exercice de missions particulières telles que celles d'administrateur référent peut donner lieu à une telle attribution ou au versement d'une rémunération exceptionnelle soumis alors au régime des conventions réglementées.

Le montant des jetons de présence doit être adapté au niveau des responsabilités encourues par les administrateurs et au temps qu'ils doivent consacrer à leurs fonctions. Nous privilégions des jetons de présence attribués sous conditions de présence au Conseil. Les règles de répartition des jetons de présence et les montants individuels des versements effectués à ce titre aux administrateurs doivent être transparents et exposés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

DNCA encourage vivement le fait que l'administrateur soit actionnaire à titre personnel et possède un nombre minimum d'actions, significatif au regard des jetons de présence alloués. À défaut de détenir ces actions lors de son entrée en fonction, il peut utiliser ses jetons de présence à leur acquisition. L'administrateur doit communiquer cette information à la société qui doit la faire figurer dans son rapport sur le gouvernement d'entreprise.

7

R É M U N É R A T I O N D E S D I R I G E A N T S

Principes et transparence

La politique de rémunération est un levier fondamental de l'alignement des intérêts des dirigeants avec ceux des actionnaires, et fait donc l'objet d'une attention particulière.

Le Conseil doit débattre des performances des dirigeants, hors de la présence des intéressés. La détermination de la rémunération des dirigeants relève de la responsabilité du Conseil qui se fonde sur les propositions du comité des Rémunérations. Le Conseil doit motiver ses décisions prises en la matière.

Dans la détermination des rémunérations des dirigeants, le Conseil et les comités doivent prendre en compte et appliquer avec rigueur les principes suivants :

- **Exhaustivité** : l'ensemble des éléments de la rémunération doit être retenu dans l'appréciation globale de la rémunération ;
- **Équilibre entre les éléments de la rémunération** : chaque élément de la rémunération doit être clairement motivé et correspondre à l'intérêt social de l'entreprise ;
- **Comparabilité** : la rémunération doit être appréciée dans le contexte d'un métier et du marché de référence. La rémunération doit également être établie en fonction de la responsabilité assumée, des résultats obtenus et du travail effectué. Elle peut aussi dépendre de la nature des missions qui lui sont confiées ou des situations particulières (par exemple redressement d'une entreprise en difficulté).
- **Cohérence** : la rémunération du dirigeant mandataire social doit être déterminée en cohérence avec celle des autres dirigeants et des salariés de l'entreprise ;
- **Transparence** : les règles doivent être simples, stables et transparentes. Les critères de performance utilisés doivent correspondre aux objectifs de l'entreprise, être exigeants, explicites et autant que possible pérennes.

DNCA considère que ces principes s'appliquent à l'ensemble des éléments de la rémunération, y compris les rémunérations de long terme et exceptionnelles. En France, la loi Sapin 2 a rendu obligatoire le vote en Assemblée Générale de la rémunération des dirigeants permettant ainsi aux actionnaires de s'exprimer a priori sur les principes généraux de rémunération et a posteriori sur l'application de ces principes par le Conseil.

Alignement avec la performance

DNCA considère que la rémunération des dirigeants doit être compétitive, adaptée à la stratégie et au contexte de l'entreprise et doit avoir notamment pour objectif de promouvoir la performance et la compétitivité de celle-ci sur le moyen et long terme en intégrant un ou plusieurs critères liés à la responsabilité sociale et environnementale. La rémunération doit permettre d'attirer, de retenir et de motiver des dirigeants performants.

Dans le cadre des résolutions proposées en Assemblée Générale DNCA est :

- favorable à la mise en place de rémunération variable ou exceptionnelle alignant les intérêts des dirigeants et ceux des actionnaires. Les critères quantitatifs et qualitatifs devant être clairement communiqués dans le rapport annuel ;
- favorable à l'intégration de critères extra-financiers quantitatifs transparents, exigeants et liés à la politique de Responsabilité d'Entreprise et aux enjeux du Développement Durable spécifiques à celle-ci ;
- défavorable à des rémunérations jugées manifestement excessives ;
- défavorable à la mise en place de dispositifs de « retraite chapeaux ».

Indemnité de départ

Il n'est pas acceptable que des dirigeants dont l'entreprise est en situation d'échec ou qui sont eux-mêmes en situation d'échec la quittent avec des indemnités. La loi donne un rôle majeur aux actionnaires en soumettant ces indemnités prédéfinies, versées à la cessation des fonctions de dirigeant, à la procédure des conventions réglementées. Elle impose une transparence totale et soumet les indemnités de départ à des conditions de performance.

En complément des règles légales, lorsqu'un dirigeant quitte la société, les conditions financières de son départ doivent être détaillées de manière exhaustive. Les informations à publier doivent comprendre :

- La rémunération fixe qui lui est versée pour l'exercice en cours ;
- La façon dont est calculée la rémunération variable annuelle due pour l'exercice en cours et le cas échéant, les rémunérations exceptionnelles ;
- Ce qu'il advient des plans de rémunérations variables pluriannuelles ou différées en cours, des options d'actions non encore levées et des actions de performance non encore acquises ;
- Le versement d'une éventuelle indemnité de départ ou de non concurrence ;
- Le bénéfice d'une éventuelle retraite supplémentaire.

Les conditions de performance fixées par le Conseil pour ces indemnités doivent être appréciées sur deux exercices au moins. Elles doivent être exigeantes et n'autoriser l'indemnisation d'un dirigeant qu'en cas de départ contraint.

Dans le cadre du vote en Assemblée Générale d'indemnités de départ, DNCA est :

- défavorable au versement d'indemnités de départ pour un dirigeant qui quitte à son initiative la société pour exercer de nouvelles fonctions, ou change de fonctions à l'intérieur d'un groupe, ou encore s'il a la possibilité de faire valoir ses droits à la retraite ;
- défavorable à une indemnité de départ excédant deux ans de rémunération (fixe et variable annuelle) en dehors d'une clause de non-concurrence ;
- défavorable à l'attribution d'options d'actions ou des actions de performance au moment de son départ.

Actionnariat dirigeant

Pour favoriser l'alignement des intérêts, DNCA est favorable à l'actionnariat dirigeant.

Ainsi DNCA préconise une description précise de la politique d'attribution d'options d'actions aux dirigeants.

En particulier, la nature des options (options d'achat ou de souscription) ainsi que la périodicité des plans, les conditions arrêtées par le Conseil pour l'exercice des options doivent être précisées. Un tableau récapitulatif doit faire apparaître l'ensemble des données pertinentes des plans d'options en vigueur, telles que prévues pour le rapport sur le gouvernement d'entreprise :

- Une description de la politique d'attribution d'actions aux dirigeants, les conditions et, le cas échéant, les critères fixés par le Conseil ;
- Le nombre d'actions de performance attribuées à chaque dirigeant ;
- Une valorisation au moment de leur attribution ;
- La part (rapportée au capital) attribuée à chaque dirigeant.

Lors du vote en Assemblée Générale, DNCA privilégie les règles suivantes après une analyse au cas par cas des sociétés :

- Conditions d'attribution et de performance détaillées ;
- Rapport sur l'utilisation des différents plans sur les trois dernières années ;
- Le montant global des plans en cours ne doit pas excéder 1% du capital et privilégier l'utilisation d'actions existantes pour limiter la dilution.



APPROBATION DES COMPTES ET DE LA GESTION

Approbation des comptes

DNCA approuve les comptes quand aucune réserve ou aucun refus de certification n'ont été émis et que le rapport des commissaires aux comptes est bien inclus dans le rapport de gestion.

Conventions réglementées

Nous étudions le contenu de ces transactions pour juger de leur bien fondé et de leur intérêt pour l'entreprise et ses actionnaires minoritaires. DNCA vote contre les conventions réglementées lorsqu'elles sont contraires à l'intérêt de la société et/ou lorsque que la transparence de ces conventions est insuffisante pour les analyser.

Nomination et rémunération des commissaires aux comptes

Les commissaires aux comptes sont des acteurs extérieurs à l'entreprise ayant pour rôle de contrôler la sincérité et la régularité des comptes annuels établis par la société, en réalisant pour cela un audit comptable et financier.

Afin de conserver une totale indépendance des commissaires aux comptes dans leur jugement, DNCA est alignée avec la réforme européenne de l'audit et vote négativement lorsque le mandat du commissaire aux comptes dépasse 12 ans (24 ans en cas de cocommissariat). Par ailleurs nous favorisons la nomination de commissaires aux comptes suppléants indépendants du commissaire au compte principal.

Enfin, dans le cadre de la jurisprudence liée à la loi Enron aux États-Unis (2001) DNCA est favorable à la séparation des activités de certification des comptes et des activités de conseil. C'est pourquoi une attention particulière est portée aux honoraires perçus par les commissaires aux comptes et au fait que ceux-ci soient majoritairement liés à des activités de certification.

9 AFFECTATION DU RÉSULTAT ET OPÉRATIONS SUR CAPITAL

Affectation du résultat

DNCA prête une attention particulière à la politique de retour aux actionnaires et souhaite que celle-ci soit cohérente avec les résultats et la stratégie de l'entreprise. Après une analyse détaillée du contexte de chaque société, DNCA s'oppose à l'affectation du résultat si :

- La progression des dividendes se fait au détriment des investissements de croissance ;
- Les flux de trésorerie ne permettent pas de financer le dividende.

Opérations sur capital

Les résolutions portant sur des opérations sur le capital sont analysées au cas par cas en fonction de la structure de l'opération et de son potentiel de dilution pour les actionnaires. De telles opérations, lorsqu'elles sont effectuées, nécessitent une justification stratégique et financière claire.

Dans le cadre des programmes de rachat d'actions, en dehors d'une période d'offre publique, DNCA applique les principes suivants :

- Vote en faveur des rachats d'actions dans la limite de 10% du capital ;
- Examen spécifique des offres publiques de rachats d'actions sans limite de capital prédéfinie.

Dans le cadre des augmentations de capital, DNCA applique les principes suivants :

- DNCA vote favorablement aux émissions d'actions avec Droits Préférentiel de Souscription (DPS) dans la mesure où elles ne dépassent pas 50% du nombre d'actions existantes. Au-delà de ce seuil, l'augmentation de capital doit être clairement justifiée et démontrer explicitement un bénéfice pour l'actionnaire ;
- Une augmentation de capital réservée ou par placement privé sans DPS doit être limitée à 10% du capital.

Dans la mesure du possible, DNCA souhaite qu'une priorité de souscription soit offerte aux actionnaires.

Cependant, une opération sur capital sans DPS d'un seuil supérieur peut-être approuvée si celle-ci apporte une réelle valeur et est dans l'intérêt de tous les actionnaires.

Dans le cadre des augmentations de capital réservées aux salariés, nous appliquons les principes suivants :

- Une durée de détention minimum doit être précisée ;
- L'augmentation de capital ne doit pas excéder 5% ou 3% si la décote maximum est fixée à 30%.

Les augmentations de capital potentiellement cumulées ne doivent pas dépasser le seuil de 50% au total des actions existantes. De même, les résolutions de surallocation des augmentations doivent également respecter ce seuil maximum.

Le cas particulier des augmentations de capital réservées à des investisseurs spécifiques (placement privé, rémunération des apports en nature ou offre publique d'échange) nécessitent une transparence maximum et font l'objet d'une analyse au cas par cas.

Opérations sur capital en période d'OPA

Le contexte d'une offre publique d'achat s'analyse au cas par cas et il revient aux actionnaires de prendre la décision d'autoriser ou non une OPA. Pour cette raison, DNCA s'oppose à toutes résolutions favorisant des dispositifs anti-OPA. Par exemple, DNCA est favorable au rachat d'actions proposé pendant une période d'OPA.

Obligations convertibles

DNCA approuve l'émission d'obligations convertibles si l'opération aboutit à une création d'actions potentielles inférieure à 20% des actions existantes.

Fusions / Acquisitions

DNCA approuve les opérations de fusion ou acquisition lorsqu'elles sont justifiées stratégiquement et créatrices de valeur sur le long terme.

Droits des actionnaires et transparence de l'information

_ DROITS DE VOTE RATTACHÉS AUX ACTIONNAIRES

DNCA est favorable au principe général «une action, une voix».

Cependant, pour les sociétés françaises, dans le cadre de la loi Florange, DNCA considère que la détention d'actions à moyen terme doit être encouragée par le biais de mécanismes incitatifs tels que le versement d'un dividende majoré pour les actionnaires fidèles ou la distribution d'actions supplémentaires lors d'une attribution gratuite, voire par l'attribution de droits de vote doubles.

Dans le cadre de sa politique d'investissement à long terme, DNCA accorde une importance particulière à tous les mécanismes permettant de fidéliser les actionnaires, mais reste vigilante à ce qu'ils soient mis en place de manière équitable et n'aboutissent pas à une prise de contrôle excessive aux dépens des actionnaires minoritaires.

Pour les sociétés étrangères, mis à part le principe du droit de vote double qui peut être éventuellement accordé aux actionnaires sous condition de durée minimale de détention, DNCA s'oppose à l'attribution de droits de votes multiples destinés à certains actionnaires.

De même DNCA est défavorable aux résolutions présentant une limitation des droits de vote, quel que soit le niveau.

_ DISPOSITIF DE FIDÉLISATION DES ACTIONNAIRES SALARIÉS

DNCA est en faveur des programmes d'attributions gratuites, de *stock options* et aux augmentations de capital réservées aux salariés (PEE, etc.) dans la mesure où leur dilution totale n'excède pas 1% du capital par exercice.

D'une façon générale, DNCA préfère les mécanismes d'intéressement proposés à l'ensemble du personnel.

_ MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil exerce les missions dévolues par la loi et agit en toute circonstance dans l'intérêt social de l'entreprise. Il s'attache à promouvoir la création de valeur de l'entreprise à long terme en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de ses activités. Il propose, le cas échéant, toute évolution statutaire qu'il estime opportune.

Chaque résolution entraînant une modification des statuts est analysée au cas par cas. De façon générale, DNCA n'est pas favorable :

- au transfert du siège social dans un pays non justifié par les activités économiques réelles de l'entreprise, notamment dans des paradis fiscaux ;
- à la modification de la limite d'âge statutaire en l'absence d'organisation de la succession.

_ RÉOLUTIONS GROUPÉES

DNCA privilégie des résolutions séparées pour différentes décisions. Le regroupement dans une même résolution de plusieurs sous-résolutions sera voté négativement. En particulier, les résolutions concernant les nominations, les augmentations de capital et les conventions réglementées doivent faire l'objet d'autant de résolutions que de décisions à prendre.

– RÔLE DE SCRUTATEUR

DNCA souhaite avoir une participation active dans le cadre des Assemblées Générales des entreprises dans lesquelles elle est investie. Ainsi, DNCA revendique systématiquement le rôle de scrutateur dès lors que sa participation dans la société concernée le lui permet, et au moins lorsque l'Assemblée Générale se tient sur le territoire français.

Le scrutateur, en Assemblée Générale, est une personne chargée du bon déroulement et du dépouillement d'un scrutin. L'Assemblée doit constituer un bureau comprenant un président et deux scrutateurs. La présidence est assurée par le Conseil (ou le président du Conseil). Le bureau a pour mission de certifier la feuille de présence sur la base des éléments recueillis par le centralisateur, aux termes du contrat signé par ce dernier avec l'émetteur (Recommandation AMF 2012-05) et de s'assurer de la régularité de l'Assemblée. Les deux scrutateurs du bureau sont les deux membres de l'Assemblée d'actionnaires disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction (article R225-101 alinéa 1^{er} du Code de commerce). Les scrutateurs n'ont pas de pouvoirs propres mais détiennent leurs pouvoirs de leur appartenance au bureau. Le bureau constitue un organe collégial. Le rôle des scrutateurs est d'assister le président de l'Assemblée Générale, notamment dans la vérification de la validité des votes et leur décompte. Postérieurement à l'Assemblée Générale, le scrutateur signe le procès-verbal pour manifester son accord sur son contenu, ce qu'il peut refuser de faire s'il l'estime nécessaire (« Vade-mecum à l'attention des membres du bureau des Assemblées Générales » élaboré par l'AFEP en liaison avec l'ANSA).

Intégration des enjeux environnementaux et sociaux

La prise en compte des risques et enjeux environnementaux et sociaux fait partie intégrante d'une bonne gestion de l'entreprise à même de créer de la valeur sur le long terme.

À ce titre, DNCA encourage les entreprises à communiquer de manière claire et régulière sur ces sujets. DNCA est notamment favorable à la publication d'un « Rapport intégré », qui permet une prise en compte des questions environnementales, sociales et de gouvernance dans la communication stratégique et financière de l'entreprise.

DNCA encourage les sociétés à s'assurer de la prise en compte de ces enjeux dans le fonctionnement de leur gouvernance. Cela peut passer par la création d'un comité du Conseil dédié à ces sujets, par le fait qu'une ou plusieurs séances du Conseil par an soient consacrées en partie à ces questions, et par la nomination d'administrateurs indépendants bénéficiant d'une expertise dans les enjeux environnementaux et/ou sociaux auxquels l'entreprise fait face.

Dans le prolongement de sa politique d'investisseur responsable⁽³⁾, DNCA est favorable aux résolutions portant sur des enjeux sociaux, sociétaux ou environnementaux. Ces résolutions sont analysées au cas par cas, en fonction des enjeux et risques ESG (Environmental Social Governance) auxquels l'entreprise fait face, et dans un souci constant de préserver une croissance et une création de valeur durables.

Enfin, dans le cas de manquements ou violations graves des principes de Responsabilité d'Entreprise, DNCA se réserve le droit, en complément de son engagement régulier avec les entreprises dans lesquelles elle investit, de s'opposer à certaines résolutions (quitus, élection d'administrateurs, politique de rémunération).



POLITIQUE DE GESTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

En plus de sa politique générale de gestion de conflits d'intérêt, disponible sur son site internet (www.dnca-investments.com), DNCA, dans le contexte spécifique de l'exercice des droits de vote, applique les règles suivantes. D'une manière générale, la société de gestion exerce les droits de vote exclusivement dans l'intérêt global des porteurs, sans tenir compte de ses intérêts propres, dans le respect des principes auxquels la société de gestion entend se référer à l'occasion de l'exercice de ces droits. Dans ce contexte, DNCA met tout en œuvre pour prévenir, détecter et gérer les situations de conflits d'intérêts. Ainsi :

- Si un conflit d'intérêts survenait entre DNCA et un de ses clients ou un émetteur à propos duquel un vote doit être exercé, le RCCI en concertation avec le gérant en charge du vote, déciderait de l'attitude à adopter.
- Si un gérant en charge du vote se retrouvait en conflit d'intérêts sur un vote, il devrait immédiatement en informer le RCCI, et ne participerait pas à l'exercice du vote concerné.

Dans le cas où l'exercice du droit de vote sur une société exposerait DNCA à une situation de conflit d'intérêt potentiel, le cas serait soumis au RCCI qui décidera de la position à tenir et notamment de l'opportunité de participer ou non à l'assemblée générale de ladite société.

En 2019, DNCA n'a pas identifié de conflits d'intérêt générés par l'exercice des droits de vote aux Assemblées Générales des sociétés dont les actions sont détenues en portefeuille des OPC gérés.

(3) https://www.dnca-investments.com/isr/politic-investor_fr.pdf

NOTRE PHILOSOPHIE

La doctrine

«L'investissement socialement responsable (ISR) est un concept pluriel et en constante évolution»⁽⁴⁾, qui se situe à la confluence d'exigences économiques et sociétales. Marqué par un tournant majeur dans les années 90, l'ISR alors principalement fondé sur des considérations éthiques s'est élargi vers le concept de développement durable. C'est ainsi que les critères extra-financiers, ESG (Environnement, Social et Gouvernance) ont été progressivement intégrés dans les gestions financières, embrassés par un cadre informel devenu aujourd'hui légal.

L'ADN DNCA

DNCA Finance est une société de gestion créée en 2000 par des spécialistes d'une approche patrimoniale de la gestion d'actifs pour le compte d'investisseurs privés et institutionnels. Au fil des années, les fondateurs ont rassemblé une équipe de gérants expérimentés et reconnus pour développer une gamme de fonds simple, lisible et performante centrée autour d'une gestion de conviction. Les choix d'investissement de DNCA sont le résultat d'une analyse fondamentale approfondie des entreprises. Avant d'investir, DNCA étudie une valeur dans sa globalité de manière à sélectionner les obligations et les actions offrant le meilleur potentiel de performance en fonction du risque pris. Naturellement, les analyses et le dialogue continue que DNCA entretient avec les entreprises, sont empreints des enjeux sociétaux. Les investissements sont résolument tournés vers une performance de long terme qui intègre l'ensemble des risques et des enjeux auxquels font face les entreprises. C'est ainsi que la gouvernance a toujours été un critère décisif alors qu'il est impensable aujourd'hui d'investir dans une entreprise sans s'assurer de la qualité de ses dirigeants, de l'indépendance de ses organes de contrôle ou encore du respect de ses actionnaires minoritaires.

Progressivement, l'émergence d'enjeux sociaux et environnementaux se sont imposés dans les démarches de DNCA, convaincus de leur pertinence pour poursuivre son métier : sélectionner les gagnants de demain. Complémentaires à l'analyse financière et créateurs de valeur, les critères ESG ont été intégrés logiquement à la gestion DNCA.

Notre conviction

En 2017, DNCA Finance a signé les Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies (UNPRI) pour apporter un cadre structurant à notre démarche et participer aux débats de place en tant qu'investisseur actif de long terme. Cette étape assoit notre conviction de gérants responsables à la fois envers nos clients investisseurs mais également vis-à-vis des entreprises que nous finançons. Notre ambition est d'offrir une démarche différenciante et innovante qui évolue au rythme des nouveaux enjeux à intégrer. A ce titre, notre politique d'Investissement Responsable distingue deux concepts : la Responsabilité d'Entreprise (RSE) et la Transition Économique Durable. Ce résultat est le fruit d'une analyse approfondie des tendances économiques et sociales mais également d'une expertise reconnue dans le domaine de l'ISR.

(4)ISR : Investissement Responsable, Hors Collection, Ellipse 2014.

DNCA Investments est une marque de DNCA Finance.

Ce document promotionnel est un outil de présentation simplifié et ne constitue ni une offre de souscription ni un conseil en investissement. Ce document ne peut être reproduit, diffusé, communiqué, en tout ou partie, sans autorisation préalable de la société de gestion. L'accès aux produits et services présentés peut faire l'objet de restrictions à l'égard de certaines personnes ou de certains pays. Le traitement fiscal dépend de la situation de chacun. Le DICI doit être remis au souscripteur préalablement à chaque souscription. Pour une information complète sur les orientations stratégiques et l'ensemble des frais, nous vous remercions de prendre connaissance du prospectus, des DICI et des autres informations réglementaires accessibles sur notre site www.dnca-investments.com ou gratuitement sur simple demande au siège de la société de gestion.

DNCA Finance - 19 place Vendôme, 75001 Paris - Tél. : +33 (0)1 58 62 55 00
Email : dnca@dnca-investments.com - www.dnca-investments.com

Site intranet dédié aux indépendants. Société de gestion agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 00-030 en date du 18 août 2000. Conseiller en investissement non indépendant au sens de la Directive MIFID II.



— DNCA Finance

19 place Vendôme - 75001 Paris

Tél. : +33 (0)1 58 62 55 00

Contact: dnca@dnca-investments.com

www.dnca-investments.com

